

DECLARATION COMMUNE

**DE M. NICOLAS SARKOZY
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**DE M. BARACK OBAMA
PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

**ET DE M. GORDON BROWN
PREMIER MINISTRE DU ROYAUME UNI**

Pittsburgh - Vendredi 25 septembre 2009

Le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est réuni à New York au niveau le plus élevé pour adopter une résolution ferme sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires. Nous sommes venus ici pour annoncer qu'hier, à Vienne, nous avons également présenté à l'AIEA des éléments détaillés qui prouvent que la République islamique d'Iran s'emploie depuis plusieurs années à construire à proximité de Qom une usine clandestine d'enrichissement d'uranium.

Le gouvernement iranien a adressé hier à l'AIEA une lettre qui fait référence à un nouveau site d'enrichissement, cela plusieurs années après en avoir entrepris la construction. L'existence de cette installation constitue une infraction aux obligations qui découlent pour l'Iran des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et des exigences de l'AIEA. Nous attendons de l'AIEA qu'elle procède immédiatement à une enquête sur cette infraction — y compris au moyen d'inspections spéciales, si besoin est — et qu'un rapport soit présenté à son Conseil des gouverneurs.

La décision prise par l'Iran de construire une nouvelle installation nucléaire sans le notifier à l'AIEA représente une atteinte au régime mondial de non-prolifération. Les règles en sont claires : tous les États ont droit aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire ; ceux qui sont dotés d'armes nucléaires doivent progresser sur la voie du désarmement ; ceux qui n'en sont pas dotés doivent y renoncer. Cet accord s'est maintenu pour l'essentiel depuis plusieurs décennies et a permis au monde de vivre dans une sécurité largement accrue. Pour qu'il se maintienne, il faut que tous les États honorent leurs engagements.

L'existence de ce site vient ajouter aux préoccupations croissantes suscitées par le fait que l'Iran refuse d'honorer ces engagements internationaux, en particulier pour ce qui est de déclarer l'ensemble des activités liées au nucléaire. L'Iran a droit à une énergie nucléaire pacifique répondant aux besoins énergétiques de sa population. Cependant, la taille et la configuration de cette installation, de même que le fait qu'elle a été mise en place clandestinement, sont manifestement incompatibles avec un programme nucléaire pacifique. L'Iran enfreint des règles que tous les États sont tenus de suivre, en mettant en danger le régime mondial de non-prolifération, en privant sa propre population de l'accès à des possibilités qu'elle mérite et en menaçant la stabilité et la sécurité de la région et du monde.

Il est temps que l'Iran agisse immédiatement pour rétablir la confiance de la communauté internationale en honorant ses obligations internationales. Nous restons attachés à un engagement sérieux et significatif auprès de ce pays afin de traiter le problème nucléaire en négociant dans le format P5+1. Dans le cadre de ce dialogue, nous sommes attachés à prouver que le droit international n'est pas un vain mot, que les obligations doivent être respectées et que les traités existants seront appliqués.

Pour cette raison, la prochaine réunion du 1^{er} octobre entre l'Iran et les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies plus l'Allemagne revêt une urgence particulière. Au cours de cette réunion, le monde attendra de l'Iran qu'il se montre prêt à coopérer pleinement et dans tous les domaines avec l'AIEA, qu'il adopte des mesures concrètes afin d'établir la confiance à l'égard de son programme nucléaire et d'en assurer la transparence, et qu'il montre qu'il est attaché à prouver ses intentions pacifiques grâce à un dialogue significatif et à des actions concrètes. Pour dire les choses simplement, l'Iran doit se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et établir clairement qu'il est disposé à honorer ses engagements de membre de la communauté des nations.

Nous avons proposé à l'Iran un moyen clair de mieux s'intégrer à la communauté internationale s'il respecte ses obligations ; cette proposition est toujours valable. Cependant, notre patience a des limites. Le gouvernement iranien doit prouver ses intentions pacifiques par des actes, sous peine de devoir en répondre en vertu des normes internationales et du droit international.